

# La crise coréenne, les Etats-Unis, l'instabilité de la géopolitique asiatique et la prolifération nucléaire

jeudi 5 octobre 2017, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 5 octobre 2017).

## Sommaire

- [Le déploiement de l'offensive](#)
- [La rationalité mortifère \(...\)](#)
- [Le grand jeu asiatique](#)
- [Pour l'abolition de l'arme](#)

Les Etats-Unis ont repris l'offensive en Asie orientale à l'occasion de la crise coréenne ; quant à la Chine, elle a temporairement perdu l'initiative. L'impérialisme US est loin d'avoir gagné la partie, mais il a marqué des points significatifs dont la portée affecte toute la région – et bien au-delà, en particulier du fait de l'accélération de la course aux armements nucléaires qu'elle induit. Les rapports de forces géopolitiques sont en constante évolution dans cette partie du monde.

Longtemps annoncé, le repositionnement des Etats-Unis sur le « pivot » Asie-Pacifique n'avait pas vraiment eu lieu sous la présidence Obama. Donald Trump a commencé par se désengager de cette région-clé, en se retirant des accords de libre-échange en cours de négociation (le partenariat transpacifique – TPP) et en laissant ainsi sur ce terrain le champ libre à la Chine qui promeut pour sa part, avec un succès certain, le Partenariat économique intégral régional (RCEP).

A l'occasion de la crise coréenne, Donald Trump a repris l'initiative, cette fois sur le plan militaire, là où la suprématie US est la plus écrasante. Le personnage est impondérable et sa façon d'abuser du Twitt ou de l'invective est tout à la fois inquiétante et risible. Le combat de coqs entre Trump et Kim ne doit cependant pas masquer l'essentiel : l'offensive des Etats-Unis est sérieuse, soutenue et commence à avoir des conséquences profondes.

Un point d'équilibre conflictuel s'était constitué en Asie orientale. Pékin avait l'initiative en mer de Chine du Sud grâce à son poids économique et à l'occupation militaire de l'espace maritime. Washington avait la main au Nord grâce à son réseau de bases et à ses alliés plus ou moins subordonnés (Corée du Sud, Japon). La Russie, bien que puissance sibérienne, était maintenue à la marge.

Un tel équilibre ne pouvait qu'être temporaire. Au Sud, Washington envoyait la VII<sup>e</sup> Flotte cingler aux abords d'îles artificielles construites par la Chine, alors qu'au nord, Pékin envoyait avions et navires contester les prétentions japonaises sur le microarchipel des Senkaku/Diaoyu, testant ce faisant la détermination des Etats-Unis. Cet équilibre instable est aujourd'hui rompu par l'ampleur de l'intervention US sur la question coréenne, mais aussi par une pique de rappel effectuée par le Pentagone aux Philippines.

## Le déploiement de l'offensive US

Les sanctions économiques. Jusqu'à maintenant, elles n'ont permis ni de faire plier la direction nord-coréenne ni d'ouvrir une crise de régime. Washington a constamment sous-estimé la capacité de résilience de Pyongyang. Durant le conflit coréen de 1950-1954, les Etats-Unis ont réduit le Nord en poussière et multiplié les crimes de guerre. La population n'a pas oublié et, bien qu'elle vive dans une grande pauvreté, craint avant tout une nouvelle agression dévastatrice. Une élite sociale privilégiée a vu le jour et s'est modernisée, fournissant une base sociale au pouvoir autocratique - qui l'élargit par ailleurs en laissant se développer des rapports marchands dans les pores de l'économie dirigée. Le nationalisme ethno-identitaire constitue un ciment idéologique efficace. Une répression préventive sans faille interdit l'émergence d'une alternative au sein même du régime.

Ce n'est évidemment pas parce que les sanctions antérieures n'ont pas suffi qu'un point de rupture ne sera pas atteint demain. C'est l'une des questions « ouvertes » posées par l'évolution de la situation.

Le septième train de sanctions adopté par l'ONU le 5 août vise à priver le régime d'un milliard de dollars (850 millions d'euros) de recettes annuelles provenant des exportations. Il interdit création de toute nouvelle société commune entre des entreprises étrangères et nord-coréennes ; l'arrêt de tout investissement supplémentaire dans celles qui existent déjà ; l'augmentation des quotas de travailleurs nord-coréens à l'étranger ; le bannissement des ports de tous pays des navires nord-coréens qui violeront les résolutions de l'ONU ; le gel des avoirs de la banque du commerce extérieur de Pyongyang...

Le 11 septembre, un nouveau train de sanctions a été adopté au conseil de Sécurité de l'ONU comprenant notamment un embargo partiel et progressif sur le pétrole et ses produits dérivés (total sur le gaz naturel). Cette fois-ci, à quelques exceptions près, toutes les contreprises avec les sociétés nord-coréennes sont interdites et celles déjà existantes doivent être fermées sous cent vingt jours. Washington prend des mesures contre des banques.

La cyberattaque. Sous Obama, un programme de guerre électronique a été mis sur pied, pour notamment saboter le programme nucléaire nord-coréen. Il est possible qu'un certain nombre de « ratés » (lancements de missiles défectueux...) s'explique de ce fait, mais cela n'a pas empêché des progrès considérables dans le développement des capacités nord-coréennes en la matière.

La pression militaire. Une pression militaire a été constamment maintenue par Washington contre la Corée du Nord, via en particulier les grandes manœuvres aéronavales menées conjointement chaque année avec l'armée du Sud. Une unité d'élite sud-coréenne doit être constituée avec pour mandat l'assassinat de Kim Jong-un. Cette pression n'a cessé d'être renforcée avec la mise en activité d'une base sous-marine sur l'île de Jeju, l'envoi sur zone d'un porte-avion, le déploiement de batteries de missiles antimissiles Thaad, et enfin le survole par des bombardiers en formation de zones côtières nord-coréennes, ce qui ne s'était pas produit depuis les années cinquante.

L'offensive multiforme poursuivie par les Etats-Unis n'a fait que confirmer, aux yeux du régime nord-coréen, que sa survie dépendait de sa capacité de nuisance nucléaire. Il n'a pas plié.

Cependant, la politique de Washington a déjà porté des fruits en Corée du Sud, au Japon, en Chine, aux Philippines et, plus généralement, dans l'espace géopolitique asiatique.

**L'enjeu sud-coréen :** La Corée du Sud constitue une pièce maîtresse du dispositif régional des Etats-Unis. Or, les élections du 9 mai dernier ont représenté un très sérieux revers pour Donald Trump. A la suite d'une immense mobilisation citoyenne, occupant l'espace public, remarquable par

son ampleur et sa durée, le précédent régime (droite radicale, héritier des dictatures d'antan) a été battu dans les urnes. La population a donné beaucoup plus d'importance aux questions intérieures (scandales de corruption, répression...) qu'aux tensions militaires régionales. La politique guerrière des Etats-Unis était à ses yeux l'affaire de Trump, pas la leur.

Le nouveau président, Moon Jae-in, appartient à une mouvance politique assez importante en Corée du Sud qui ne rompt pas avec les canons du néolibéralisme, mais accorde une grande importance à la question nationale, à savoir la réunification du pays notamment par voie de négociations (son parti est classé « centre gauche »). Moon s'était opposé au déploiement accéléré des batteries de missiles Thaad sur le sol sud-coréen et, dès son élection, il a prôné l'ouverture d'un dialogue avec Pyongyang. Il s'est heurté à une brutale fin de non-recevoir de la part de Kim Jong-un, ce qui a fait perdre tout crédit à son initiative diplomatique. Dans ces conditions et face à la spirale des provocations et contre-provocations nucléaires et militaires entre Kim et Trump, il est partiellement rentré dans le rang.

L'hostilité à la politique d'agression US reste probablement profonde dans la population sud-coréenne. Le président Moon vient de décider d'une aide humanitaire envers la population de Nord de 8 milliards de dollars ; un geste qui a une dimension politique. Cependant, les conditions d'action du mouvement antiguerre sont maintenant beaucoup moins favorables qu'en mai dernier.

**Une occasion à saisir pour la droite japonaise.** Le même problème se pose aujourd'hui au Japon. La droite militariste au pouvoir veut en finir une bonne fois pour toutes avec la clause pacifiste de la Constitution, mais dans sa majorité, la population s'oppose à cette révision. Des missiles nord-coréens survolent dorénavant périodiquement l'archipel (sans pour autant provoquer de panique).

Le Premier ministre Abe Shinto a décidé de dissoudre la Chambre des représentants et de provoquer de nouvelles élections législatives. Il n'en a pas besoin, bénéficiant actuellement d'une majorité des deux tiers dans les deux Chambres. Son calcul : profiter de la situation présente pour reconduire en 2018 sa majorité et garantir ainsi son maintien au pouvoir jusqu'en 2021 (et faire oublier en passant les scandales de favoritisme qui éclaboussent son épouse).

Abe prend peu de risques en décidant d'une élection anticipée. L'opposition est divisée. Le seul danger viendrait d'une nouvelle formation politique, le Parti de l'Espoir (lancé par M<sup>me</sup> Yuriko Koike, gouverneure de Tokyo, qui se réfère à l'exemple... d'Emmanuel Macron). En agissant vite, Abe Shinto ne lui laisse pas le temps de s'enraciner.

Les rapports entre le Japon et les Etats-Unis sont complexes, Tokyo étant à la fois le principal allié de Washington dans la région (abritant ses plus importantes bases militaires) et une puissance potentiellement concurrente. Pour l'heure, cependant, Abe Shinto apporte son soutien à Donald Trump, affirmant que toute tentative de dialogue avec Pyongyang serait inutile.

**Pique de rappel aux Philippines.** Le président philippin Rodrigo Duterte, élu en mai 2016, a violemment dénoncé l'emprise US sur l'archipel, insultant copieusement Barak Obama. Il s'est rapproché de la Chine (lorgnant sur sa capacité d'investissements), puis s'est ouvert à la Russie. La crise qui secoue l'île méridionale de Mindanao a donné l'occasion à Washington de lui rappeler discrètement que l'on ne change pas d'alliances comme de chemises.

En mai dernier, de violents combats ont éclaté dans la cité musulmane de Marawi entre les forces gouvernementales et des mouvements islamistes djihadistes, provoquant une crise humanitaire de grande ampleur et donnant l'occasion à Duterte d'imposer la loi martiale dans toute l'île de Mindanao [1]. Un état de guerre rampante perdure jusqu'à maintenant.

Les Etats-Unis ont fourni, en fonction d'accords de défense toujours valides, une aide multiforme à l'armée philippine – dont les officiers sont envoyés dans les académies militaires US : armements, pilotage de drones d'observation, informations tactiques, « conseillers » armés sur place... Toutes choses que ni la Chine ni la Russie ne sauraient faire aujourd'hui.

Le régime Duterte présente des traits dictatoriaux (peut-être 13.000 morts en un an au nom de la « guerre à la drogue »). Son avenir reste aléatoire. En tout état de cause, les Etats-Unis viennent de réaffirmer leur présence dans leur ancienne colonie, alors que l'archipel philippin occupe une place stratégique en mer de Chine du Sud – un espace sur lequel Pékin tient à consolider son hégémonie. Les autres pays de la région n'auront pas manqué de le noter.

**La Chine en panne d'initiatives.** Pour l'heure, Pékin s'avère incapable de reprendre l'initiative sur la question coréenne. La Chine subit la situation. Au Conseil de sécurité des Nations unies, elle est obligée de voter, de même que la Russie, la montée en force des sanctions contre Pyongyang. Ainsi, toutes les entités économiques nord-coréennes sur le sol chinois, ou auxquelles des sociétés nord-coréennes participent, vont être dissoutes. Elle doit se rendre à l'évidence : son influence sur le régime de Pyongyang est très réduite, pour ne pas dire nulle. Si ce dernier s'effondre, elle risque de voir un jour l'armée US camper à sa frontière ; un cauchemar.

Des personnalités chinoises lancent des cris d'alarme par le biais de médias internationaux. Leur argument est simple : la Corée du Sud est beaucoup plus importante pour la Chine que le Nord. Pyongyang perdra son bras de fer avec Washington. Pékin doit sans tarder négocier avec les Etats-Unis un plan d'intervention au cas où le régime nordique entrerait en crise ouverte ; sinon elle se retrouvera hors-jeu et la réponse à la crise se fera au seul bénéfice des USA.

Problème, ce genre de négociations (secrètes ou publiques) exige un climat minimum de confiance, qui n'existe pas et qui probablement ne peut pas exister entre une puissance montante (la Chine) qui exige sa place au soleil et une puissance établie (les Etats-Unis) qui ne veut rien lâcher de sa prééminence. De plus, Washington peut s'appuyer sur un solide réseau d'alliances interétatiques, alors que Pékin ne peut lui opposer que de fragiles accords ponctuels avec la Russie ou avec des pays sans poids stratégiques.

La Chine garde une forte capacité d'initiative internationale en d'autres domaines et en d'autres lieux. Sur le dossier coréen, cependant, elle est confrontée à deux mauvais choix : tout miser sur la résilience du régime de Pyongyang, quoi qu'elle pense de sa politique, ou espérer des concessions US à son égard, alors qu'elle est en position de faiblesse. Pékin ne semble pas avoir trouvé, à ce jour, comment ouvrir une troisième voie...

### **La rationalité mortifère de Kim Jong-un**

La responsabilité historique de l'impérialisme étatsunien dans la crise coréenne est évidente [2]. La guerre de 1950-1953 n'avait rien avoir avec la défense de la démocratie (le régime pro-US au Sud était une dictature) ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il s'agissait de contrer le régime maoïste et d'éviter la victoire d'une authentique révolution coréenne. Washington a toujours refusé de signer un traité de paix avec Pyongyang, même quand le régime nord-coréen était replié sur lui-même (le « royaume ermite »). L'état de guerre a donc été maintenu avec des implications très réelles mentionnées ci-dessus.

Dans le passé (sous Clinton notamment), des accords diplomatiques limités (du type aide énergétique contre gel du programme nucléaire ) ont prouvé leur efficacité – mais Washington a cessé plus ou moins rapidement de les respecter. Bien des voix autorisées se sont élevées cette

année pour enjoindre Donald Trump d'ouvrir des négociations avec Pyongyang, sans être entendu. La crise coréenne permet aux Etats-Unis de reprendre l'initiative en Asie orientale, à l'armée US de réclamer une augmentation de son budget et à Trump de faire un peu oublier ses déboires en matière intérieure. Pourquoi s'en priver ?

Le régime nord-coréen vit effectivement sous menace, et cette menace est aujourd'hui active. Au vu du sort fait à Saddam Hussein en Irak ou à Khadafi en Libye, il est logique que Kim Jong-un ait conclu que les USA ne respectent que les Etats détenteurs de l'arme nucléaire. Comme maints experts l'ont souligné, les choix de Pyongyang sont rationnels ; mais de quelle rationalité parle-t-on ?

Kim Jong-un a réinterprété la conception de la dissuasion nucléaire du faible au fort. Il aurait pu se contenter d'une capacité « dissuasive » ciblant la Corée du Sud et le Japon. Il prétend menacer directement les Etats-Unis. Malgré les progrès réalisés en ce qui concerne les missiles intercontinentaux, la technicité de la bombe ou la taille des ogives, il reste encore loin du compte. En revanche, il contribue à la relance d'une course générale aux armements (dont font partie les boucliers antimissiles) qui rétablit en permanence la prééminence US et a des conséquences délétères dans le monde entier.

En choisissant l'escalade nucléaire, Kim Jong-un a rejeté une autre voie : en appeler dans la région les aspirations populaires à la paix contre la politique guerrière des Etats-Unis. Or, ce choix alternatif était possible et n'était pas simplement « en principe juste ». A preuve, le renversement de la droite revancharde en Corée du Sud et l'élection de Moon Jae-in - ou encore la force profonde du pacifisme japonais ; sans parler de la fragilité de Trump aux USA. Du Pakistan et de l'Inde aux Philippines, des mouvements antinucléaires et antiguerres existent. Ils auraient pu trouver, avec la crise coréenne, un point de convergence transasiatique. Une occasion précieuse, car mobiliser ensemble des mouvements d'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est ne va pas de soi, chaque région ayant son histoire propre.

A l'ONU, 122 Etats ont adopté cette année traité d'abolition de l'arme nucléaire. Tous ces combats se poursuivent donc aujourd'hui, mais ils sont affaiblis par la politique de Pyongyang.

La rationalité de la politique de Kim Jong-un renvoie à la nature de son régime autocratique, dynastique, ethnonationaliste. L'idée même d'en appeler à la solidarité internationale, de favoriser le développement de mouvements populaires anti-impérialistes, de construire des alliances diplomatiques larges, de jouer sur les divisions internes aux Etats-Unis... lui est visiblement « organiquement » étrangère.

Nous devons dénoncer l'interventionnisme US, exiger l'arrêt de sa politique guerrière, chercher à imposer une désescalade immédiate, combattre pour le démantèlement de ses bases et le retrait de ses forces armées. Il n'est pas nécessaire pour cela de présenter Kim Jong-un comme un héros de la résistance à l'impérialisme !

## **Le grand jeu asiatique**

Asie centrale (ou médiane), Asie du Sud, du Sud-Est, Extrême-Orient... Mondes musulmans, indien et chinois... L'Asie n'existe pas comme entité historique - si ce n'est, depuis le XX<sup>e</sup> siècle surtout, sur le plan géostratégique. Là, tout interfère, ne serait-ce que du fait de la Chine dont les frontières s'étendent de la Corée au Kazakhstan.

La compétition Etats-Unis / Chine se joue sur tous les continents et en tous domaines, mais elle prend une densité particulière en Asie.

Depuis l'implosion de l'URSS, des renversements d'alliance assez spectaculaires se sont produits. Hier, Washington et Pékin soutenaient de concert Islamabad contre New Delhi, adossée à Moscou. Aujourd'hui, les Etats-Unis privilégient l'Inde. La Chine pour sa part assure son emprise au Pakistan avec des investissements majeurs liés à la construction d'un « corridor » lui donnant un accès privilégié à l'océan.

En Asie du Sud, en sus de la lutte d'influence Etats-Unis / Chine, la compétition Chine / Inde est décisive, du Sri Lanka au Népal ou à l'Afghanistan.

L'Inde, la Chine et les USA sont aujourd'hui en concurrence directe en Birmanie, récemment ouverte aux investissements étrangers [3].

L'Asie du Sud-Est est diplomatiquement paralysée par les divisions entre les Etats clients de la Chine (Laos, Cambodge, Brunei) ou la Thaïlande sous influence ; le Vietnam farouchement opposé à Pékin ; la Malaisie et Singapour qui occupent des créneaux porteurs sur le marché mondial, mais subissent la pression économique chinoise ; le géant indonésien qui vit encore au temps idéologique de la guerre froide...

Les équilibres géostratégiques en Asie sont de plus en plus instables. Si la Chine a pour l'heure perdu l'initiative dans l'Est du continent, elle a en revanche lancé un projet gigantesque d'expansion au sud et à l'ouest : le développement de deux nouvelles « routes la soie » (en référence aux très anciennes voies commerciales qui reliaient l'Asie à l'Europe), la route maritime conduisant à l'Afrique et au Moyen-Orient, la route terrestre au Kazakhstan et à l'Europe orientale.

Ce projet n'en est qu'à sa phase initiale et il est trop tôt pour savoir ce qu'il en adviendra effectivement ; mais il symbolise le niveau d'ambition de la Chine de Xi Jinping.

## **Pour l'abolition de l'arme nucléaire !**

Nous assistons à deux mouvements contradictoires.

D'un côté, la course à l'armement nucléaire a repris de plus belle. L'impact de la crise coréenne en Chine l'illustre. Jusqu'alors, Pékin considérait que la possession d'un nombre relativement limité de missiles et d'ogives lui permettait d'être membre du club fermé des puissances détentrices reconnues et d'appliquer la doctrine (perverse) de la dissuasion du faible au fort.

Le déploiement des batteries de missiles antimissiles Thaad en Corée du Sud a changé la donne. Leur champ d'action couvre en effet une grande partie du territoire chinois, et pas seulement le nord de la péninsule, neutralisant dans une large mesure l'arsenal existant. Pékin doit en conséquence se doter d'une flotte de sous-marins stratégiques (à l'instar de la Russie) pour le disperser dans les océans. Il lui faut pour cela moderniser ses sous-marins et les rendre moins « bruyants », modifier son système de commandement, miniaturiser ses ogives, etc. Toutes choses qui ne vont pas de soi ; mais la décision de principe semble prise.

Le cas nord-coréen montre aussi que la prolifération se poursuit au-delà des détenteurs officiels (il y a déjà en sus Israël, le Pakistan, l'Inde... demain le Japon ?).

Si l'arme existe, elle sera utilisée un jour, c'est une certitude. Des Etats comme les USA ou la France l'envisagent. La principale menace nucléaire sur le monde ne provient évidemment pas de Pyongyang et son microarsenal, mais de Washington, superpuissance en ce domaine. Ecoutez Trump...

La contre tendance est exprimée par l'adoption à l'ONU, en juillet dernier, du traité pour l'abolition de l'arme nucléaire, aujourd'hui ouvert à la ratification, à la signature des Etats - et boycotté par les puissances [4].

Qui a entendu parler en France de ce traité-événement ? Le consensus nucléaire français tue jusqu'à l'information. A l'exception de certains pays (le Japon, l'Inde, le Pakistan...), la gauche radicale ne s'est pas investie dans les mouvements pour le désarmement, s'en tenant au mieux à des pétitions de principe.

La crise coréenne pourrait être l'occasion d'un examen de conscience de notre part, prélude à un investissement politique sérieux sur une question proprement vitale...

**Pierre Rousset**

---

---

## Notes

[1] Pierre Rousset, ESSF (article 41406), [Philippines : la bataille de Marawi, la crise à Mindanao et le rôle de la solidarité](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41406>

[2] Voir Pierre Rousset, ESSF (article 41214), [La crise coréenne et la géopolitique en Asie du Nord-Est : du passé au présent](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41214>

[3] Pierre Rousset, ESSF (article 42024), [Birmanie : la politique d'épuration ethnique à l'encontre des Rohingya, le régime birman et les enjeux géopolitiques](#) :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42024>

[4] ESSF (article 41871), [ONU : Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#).